

FRET SNCF ET TRANSPORT DE VOYAGEURS : DÉFENDRE LE RAIL PUBLIC !



Rassemblement unitaire
du 21 novembre en gare de
Sotteville-les-Rouen.

Ci-dessous: Joachim Moysse,
maire de Saint-Etienne-du-
Rouvray, Hubert Wulfranc,
député, Edouard Bénard,
député suppléant, et
Stéphane Barré, maire
d'Oissel-sur-Seine.



Mardi 21 novembre, un rassemblement unitaire était organisé en gare de Sotteville-lès-Rouen pour défendre Fret SNCF, entreprise française filiale du pôle fret et logistique ferroviaire du groupe SNCF. Aux côtés des syndicats CGT, UNSA, SUD-Rail, CFDT et FO, les associations écologistes, SOS Gares, élus locaux et cheminots étaient également venus nombreux pour dénoncer le plan de «discontinuité» présenté par le gouvernement fin mai 2023, qui conduirait à la liquidation de Fret SNCF.

Devant un auditoire de quelques 600 manifestants, Olivier Petit, secrétaire général du secteur fédéral des cheminots de la CGT en Normandie, a pris la parole au nom de tous. Il a dénoncé «une catastrophe ferroviaire sans victimes humaines, mais tout aussi dramatique». Avant de rappeler, non sans amertume, que «les réformes de 2014 et 2018 ont fragilisé l'entreprise : perte de 10 000 emplois sur 15 000 en 12 ans, passage début 2020 du statut d'Établissement public Industriel et commercial (EPIC) à celui de Société par actions simplifiée (SAS), et les lois qui désormais pèsent sur Fret SNCF, qui ne sont une bonne nouvelle ni pour l'emploi, ni pour l'environnement». Une allusion au plan de «discontinuité» conclu entre l'Etat français et la Commission européenne en mal dernier pour remplacer Fret SNCF par deux nouvelles entités à l'activité réduite, et céder à la concurrence 23 lignes de transport de marchandises, une partie du parc de

locomotives de l'entreprise, ainsi que de ses actifs Immobiliers... Avant de conclure : «Notre maison brûle, et on ne peut plus regarder ailleurs !»

Des préoccupations partagées par le député Hubert Wulfranc, également présent. Ce dernier a dénoncé «le dogme de la concurrence libre» en vigueur aujourd'hui. «Les établissements publics comme la SNCF ou bien La Poste, modèles français, sont dans le collimateur de l'Union européenne depuis le début des années 2000», a-t-il rappelé. Avant d'évoquer la commission d'enquête parlementaire sur la «libéralisation du fret ferroviaire et ses conséquences pour l'avenir», dont il est rapporteur et dont la fin des travaux est imminente : «entre 70 et 75 heures d'auditions visant à recenser les obstacles persistants au développement du fret ferroviaire, dans un contexte d'urgence écologique et de réindustrialisation pour le pays». Présent aux côtés de Stéphane

Barré, maire d'Oissel-sur-Seine, Luc Delestre, adjoint notamment chargé du développement des services à la population et de la citoyenneté, rappelait «l'évolution de la part modale du transport ferroviaire sur l'ensemble des marchandises transportées en France, qui est passée de 14,6% en 2002 à 10,7% en 2021... En 2023, la part Fret SNCF et celle des opérateurs privés est passée sous la barre des 10% !»

Après la lecture du communiqué syndical unitaire et la prise de parole d'Hubert Wulfranc, un cortège s'est formé pour marcher vers le pont des Quatre-Mares. Ce dernier offre une vue imprenable sur la gare de triage de Sotteville, la plus grande de France, créée en 1961 et sur laquelle le trafic a pu atteindre 2500 wagons par jour à son point culminant dans les années 90... Pour les manifestants, un panorama motivant sur ce que pourrait être un vrai service public du rail ! ■